

Convention collective de travail particulière du 9 décembre 2003 relative  
aux conditions de travail dans les agences sociales de location non  
subsidées.

*La présente convention collective de travail est conclue compte tenu de la modification de la définition de compétence de la commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement (AR 13/12/2000 - MB 10/01/2001) et de la sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande (AR 14/12/2001 - MB 15/01/2002), en vertu de laquelle les travailleurs et les employeurs des établissements et services qui offrent de l'hébergement et de l'aide à des groupes particuliers défavorisés d'un point de vue social ressortissent à la sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.*

**Article 1<sup>er</sup>**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des agences sociales de location qui, depuis le 13 décembre 2000, ressortissent à la sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande, et ne sont pas subsidiées par la Communauté flamande.

Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

**Article 2**

Les conventions collectives de travail conclues au sein de la sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande, encore en vigueur au 9 décembre 2003, s'appliquent aux entreprises visées à l'article 1<sup>er</sup> selon les dispositions de la présente convention collective de travail.

**Article 3**

Les conventions collectives de travail visées aux §1<sup>er</sup> à 10 du présent article sont d'application dès l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail.

§1<sup>er</sup>. La convention collective de travail concernant l'octroi de jours d'absences justifiées pour des raisons familiales impérieuses, conclue, le 15 octobre 1984, au sein de la commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 11 avril 1985 (MB 11/05/1985).

§2. La convention collective de travail relative à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport des travailleurs, conclue, le 1<sup>er</sup> mars 1994, au sein de la commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 13 octobre 1994 (MB 20/12/1994).

NEERLEGGING-DEPOT  
29 -01- 2004

17 -01- 2005

NR.  
N

73567 10/319.01

§3. La convention collective de travail relative au statut des délégations syndicales, conclue, le 1<sup>er</sup> juillet 1998, au sein de la commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 17 juillet 2002 (MB 07/11/2002).

§4. La convention collective de travail relative aux crédits d'heures pour la formation syndicale, conclue le 1<sup>er</sup> juillet 1998 au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 26 avril 2000 (MB 29/08/2000).

§5. La convention collective de travail relative au paiement du jour de carence, conclue le 26 juin 2000 au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

4 §6. Les conventions collectives de travail relatives à l'octroi d'une allocation de foyer et résidence, conclues les 14 ~~novembre~~ 2000 et 18 juin 2001 au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

§7. La convention collective de travail relative au moment de paiement du salaire de certains travailleurs, conclue le 14 novembre 2000 au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 25 février 2003 (MB 20/05/2003).

§8. La convention collective de travail portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande (maribel social), conclue le 27 janvier 2003 au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

§9. La convention collective de travail instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé "Sociaal Fonds voor de Vlaamse Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen" et fixant ses statuts, conclue le 20 juillet 1989 au sein de la commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 9 avril 1990 (MB 12/05/1990), y compris les modifications et ajouts postérieurs.

§10. La convention collective de travail relative à la promotion des initiatives en faveur des groupes à risque, conclue le 23 mai 2003 au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

#### **Article 4. Durée de travail**

§1<sup>er</sup>. La durée de travail de 38 heures par semaine peut être obtenue sur base hebdomadaire effective ou sur la base des modalités d'application de la compensation. Elle peut être fixée par semaine ou sur une période plus longue - maximum 1 an.

Toutefois, seuls les journées prestées ou les journées assimilées rémunérées donnent droit à un congé de compensation, à l'exclusion donc des périodes de maladie après le salaire mensuel garanti.

2

En cas d'application d'un régime de travail de plus de 38 heures sur base hebdomadaire, le temps de travail moyen de 38 heures par semaine est obtenu par l'octroi de compensation proportionnelle.

§2. Les modalités d'application en exécution du présent article de la présente convention collective de travail sont fixées au niveau des entreprises.

### **Article 5 - Octroi de jours de congé conventionnels**

§1<sup>er</sup>. Tous les travailleurs, quel que soit leur âge, ont droit à deux jours de congé conventionnels par année civile.

Pour ces jours de congé conventionnels, exprimés conformément à la durée de travail journalière contractuelle moyenne du travailleur, l'intéressé a droit à son salaire normal.

Pour les travailleurs à temps partiel, le calcul s'effectue au pro rata de leur durée de travail contractuelle.

§2. Les jours de congé conventionnels sont considérés comme assimilés pour le calcul de la prime de fin d'année.

§3. Si, à la fin de l'année civile ou à sa sortie de service, le travailleur n'a pas pris tout ou partie de ces jours de congé conventionnels, il reçoit un salaire correspondant au nombre d'heures de travail, multiplié par son salaire horaire normal.

Si, à la sortie de service, les jours de congé conventionnels non pris ont été payés, le travailleur conserve toutefois le droit de reprendre les jours de congé conventionnels non pris de l'année civile considérée, en durée de travail chez le nouvel employeur, compte tenu toutefois du salaire déjà payé par le précédent employeur pour ces jours de congé.

§4. Le droit aux jours de congé conventionnels est fixé proportionnellement sur la base du nombre de mois de prestations effectifs ou assimilés au cours de l'année civile visée.


Tout mois commencé est considéré comme **presté**. Pour l'assimilation aux prestations effectives de travail, les périodes prises en comptes sont les mêmes que pour l'octroi des congés annuels.

§5. Les jours de congé conventionnels sont pris d'un commun accord entre le travailleur et l'employeur et compte tenu des possibilités du service.

§6. Le présent article de la présente convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, bénéficient déjà de conventions et accords au moins équivalents en matière d'octroi de congé complémentaire, jours fériés extralégaux, jours de congé extralégaux ou d'autres réductions du temps de travail déjà octroyées.

### **Article 6 - Petit chômage**

h Pour l'octroi des jours de petit chômage en application de la loi du 03/07/1978, article 30, de l'arrêté royal du 28/08/1963, plusieurs fois modifié, et de la CCT n°74 du Conseil national du Travail du 17/11/1969, la notion d'époux / épouse du travailleur et les liens familiaux qui en



découlent sont assimilés et appliqués de la même manière à l'égard du conjoint du travailleur qui fait partie du même ménage.

Le travailleur qui souhaite bénéficier de l'assimilation relative aux jours de petit chômage fournit un certificat de composition du ménage, délivré par l'administration communale, à l'employeur qui lui en fait la demande.

### **Article 7 - Prime syndicale**

§1<sup>er</sup>. L'employeur verse, chaque année pour le 1<sup>er</sup> juillet, une cotisation au Fonds intersyndical des établissements et services d'éducation et d'hébergement en vue du paiement de la prime syndicale.

§2. Le montant de la cotisation annuelle est de 20 euros par mois par travailleur occupé dans le cadre des Arrêtés du Gouvernement flamand visés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention collective de travail.

§3. A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004, ce montant est indexé annuellement sur la base de l'indice du mois de juillet de l'année civile visée, par rapport à l'indice du mois de juillet 2003.

### **Article 8 - Primes d'encouragement**

Les parties signataires de la présente convention collective de travail déclarent que les travailleurs du secteur ressortissant au champ d'application de la sous-commission paritaire 319.01, conformément à l'Arrêté du Gouvernement flamand du 14/12/2001 portant sur la réforme du système des primes d'encouragement flamandes dans le secteur privé, peuvent bénéficier des régimes fédéral et flamand des primes d'encouragement pour : le crédit-soin, le crédit-formation, les entreprises en difficultés ou en restructuration, ou d'autres mesures instaurées par l'autorité en la matière, de sorte que les travailleurs peuvent recevoir les primes prévues par l'autorité compétente, aux conditions en vigueur.

### **Article 9**

Les conventions collectives de travail visées aux §1<sup>er</sup> à 9 du présent article, conclues au sein de la commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement et/ou de la sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande ne sont pas d'application.

§1<sup>er</sup>. La convention collective de travail du 20 février 2001 relative à la formation au niveau des institutions, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 30 septembre 2002 (MB du 07/11/2002).

§2. La convention collective de travail du 20 février 2001 relative au soutien de direction et aux fonctions d'encadrement, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 17 janvier 2003 (MB du 02/04/2003).

§3. La convention collective de travail du 20 février 2001 relative à l'octroi de jours de congé conventionnels.

§4. Les conventions collectives de travail des 18 juin 2001 et 28 mai 2002 relatives à la prépension conventionnelle à partir de l'âge de 58 ans.

§5. Les conventions collectives de travail des 18 juin 2001 et 28 mai 2002 relatives à la prépension conventionnelle à mi-temps à partir de l'âge de 56 ans.

§6. La convention collective de travail du 27 janvier 2003 relative à la prépension conventionnelle à temps plein à partir de l'âge de 56 ans.

§7. La convention collective de travail du 17 décembre 2001 relative à la dispense de prestations avec maintien de la rémunération à partir de l'âge de 45 ans dans le cadre de la fin de carrière.

§8. La convention collective de travail du 11 mars 2002 relative au crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps.

§9. La convention collective de travail du 28 mai 2002 relative au droit au crédit-soins, le droit au crédit-carrière, le droit à la réduction volontaire des prestations de travail à partir de l'âge de 50 ans ("emplois de fin de carrière"), et d'autres régimes de fin de carrière.

#### **Article 10 - Disposition transitoire**

Les travailleurs individuels qui, à la date de l'entrée en vigueur des dispositions de la présente convention collective de travail, bénéficient de régimes plus favorables auprès de l'employeur chez qui ils sont occupés à cette date, conservent ce régime jusqu'à leur sortie de service ou leur pension.

#### **Article 11**

La présente convention collective de travail entre en vigueur au 9 décembre 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties signataires peut la dénoncer moyennant le respect d'un délai de préavis de six mois ; la dénonciation doit être notifiée au président de la sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande par une lettre recommandée à la poste et signifiée à chacune des parties signataires. Le délai de six mois prend cours à compter du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le recommandé a été envoyé au Président.

**Bijzondere collectieve arbeidsovereenkomst van 9 december 2003  
betreffende de arbeidsvoorwaarden in de niet-gesubsidieerde  
sociaal verhuurkantoren**

*Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten, rekening houdende met de gewijzigde bevoegdheidsomschrijving van het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten (K.B. 13/12/2000 B.S. 10/01/2001) en het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse gemeenschap (K.B. 14/12/2001 B.S. 15/01/2002), waardoor de werknemers en de werkgevers van ondermeer "de inrichtingen en diensten die huisvesting en hulp bieden aan bijzondere maatschappelijk achtergestelde groepen", onder de bevoegdheid ressorteren van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse gemeenschap.*

### **Artikel 1**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de sociale verhuurkantoren die sinds 13 december 2000 onder het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap ressorteren, en niet gesubsidieerd zijn door de Vlaamse Gemeenschap.

Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

### **Artikel 2**

De collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse gemeenschap, die nog van kracht zijn op 9 december 2003, worden van toepassing op de in artikel 1 bedoelde ondernemingen volgens de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

### **Artikel 3**

De onder § 1 tot en met § 10 van dit artikel vermelde collectieve arbeidsovereenkomsten worden van toepassing bij de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§ 1 - De collectieve arbeidsovereenkomst betreffende gewettigde afwezigheden omwille van dringende familiale redenen, afgesloten in het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen op 15 oktober 1984, en algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit van 11 april 1985 (B.S. 11/05/1985)

NEERLEGGING-DEPOT

REGISTK-ENREGISTR.

29 -01- 2004

17 -01- 2005

N°

319 01

1.

§ 2 - De collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de financiële bijdrage van de werkgever in de vervoerskosten van de werknemers, afgesloten in het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen op 1 maart 1994, en algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit van 13 oktober 1994 (B.S. 20/12/1994)

§ 3 - De collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het statuut van de syndicale afgevaardigden, afgesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap op 1 juli 1998, en algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit van 17 juli 2002 (B.S. 07/11/2002)

§ 4 - De collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de kredieturen syndicale vorming, afgesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap op 1 juli 1998, en algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit van 26 april 2000 (B.S. 29/08/2000),

§ 5 - De collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de betaling van de carensdag, afgesloten op 26 juni 2000 in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap

§ 6 - De collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de toekenning van een haard- en standplaatsvergoeding, afgesloten op 14 oktober 2000 en op 18 juni 2001 in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap

§ 7 - De collectieve arbeidsovereenkomst inzake het tijdstip van uitbetaling van loon van sommige werknemers, afgesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap op 14 november 2000, en algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit van 25 februari 2003 (B.S. 20/05/2003).

§ 8 - De collectieve arbeidsovereenkomst met betrekking tot de maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de sector opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en diensten van de Vlaamse Gemeenschap (sociale maribel), afgesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap op 27 januari 2003

§ 9 - De collectieve arbeidsovereenkomst tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Sociaal Fonds voor de Vlaamse Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen" en tot vaststelling van zijn statuten, afgesloten in het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen op 20 juli 1989, en algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit van 9 april 1990 (B.S. 12/05/1990), met inbegrip van latere wijzigingen en aanvullingen

§ 10 - De collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de bevordering van initiatieven ten behoeve van risicogroepen, afgesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse gemeenschap op 23 mei 2003

## **Artikel 4 - Arbeidsduur**

§ 1 - De arbeidsduur van 38 uren per week kan op effectieve weekbasis worden bereikt of op basis van toepassingsmodaliteiten inzake compensatie. Zij kan per week of over een langere periode - maximaal 1 jaar - worden bepaald.

Evenwel geven enkel de gepresteerde of gelijkgestelde dagen waarvoor bezoldiging wordt toegekend recht op compensatieverlof, dus met uitsluiting van ondermeer de ziekteperiodes na het gewaarborgd maandloon.

Indien op weekbasis een arbeidsregime van meer dan 38 uren geldt, dan wordt de gemiddelde arbeidstijd van 38 uur per week bereikt door de toekenning van evenredige compensatie.

§ 2 - De toepassingsmodaliteiten in uitvoering van dit artikel van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden op het niveau van de onderneming bepaald.

## **Artikel 5 - Toekenning van conventionele verlofdagen**

§ 1 - Alle werknemers ongeacht hun leeftijd hebben recht op twee conventionele verlofdagen per kalenderjaar.

Voor deze conventionele verlofdagen, uitgedrukt overeenkomstig de gemiddelde contractuele dagelijkse arbeidsduur van de werknemer, heeft de betrokken werknemer recht op zijn normaal loon.

Voor deeltijdse werknemers geldt de pro rata berekening overeenkomstig hun contractuele arbeidsduur.

§ 2 - De conventionele verlofdagen gelden als gelijkgestelde dagen voor de berekening van de eindejaarstoelage.

§ 3 - Heeft de werknemer bij het einde van het kalenderjaar of bij zijn uitdiensttreding deze conventionele verlofdagen geheel of gedeeltelijk niet genomen, dan ontvangt hij een loon gelijk aan het aantal overeenkomende arbeidsuren vermenigvuldigd met zijn normaal uurloon.

Indien bij uitdiensttreding de niet-opgenomen conventionele verlofdagen werden uitbetaald, behoudt de werknemer evenwel het recht om de niet-opgenomen verlofdagen van het betrokken kalenderjaar in arbeidsduur op te nemen bij de nieuwe werkgever, evenwel rekening houdend met het reeds door de vorige werkgever uitbetaalde loon voor deze verlofdagen.

§ 4 - Het recht op de conventionele verlofdagen wordt proportioneel bepaald op basis van het aantal in het betrokken kalenderjaar effectieve of gelijkgestelde maanden arbeidsprestaties.


De begonnen maand wordt hierbij meegerekend als gepresteerde maand.

Voor de gelijkstelling met effectieve arbeidsprestaties gelden dezelfde periodes als voor de toekenning van de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

§ 5 - De conventionele verlofdagen worden genomen in gemeenschappelijk akkoord tussen de werknemer en de werkgever en dit rekening houdend met de dienstmogelijkheden.

§ 6 - Dit artikel van deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de werknemers welke bij de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst genieten van reeds geldende en minstens evenwaardige overeenkomsten en afspraken inzake de toekenning van bijkomend verlof, extra-





legale feestdagen, extra-legale verlofdagen of andere reeds toegekende arbeidsduurverminderingen.

### **Artikel 6 - Klein verlet**

Voor de toekenning van de dagen klein verlet in toepassing van de Wet van 03/07/1978, artikel 30, het Koninklijk besluit van 28/08/1963 zoals meermaals gewijzigd, en CAO nr. 74 van de Nationale Arbeidsraad van 17/11/1999, wordt het begrip echtgenoot/echtgenote van de werknemer en de hieruit volgende familiebanden, gelijkgesteld en op dezelfde wijze toegepast ten aanzien van de partner van de werknemer die deel uitmaakt van eenzelfde gezin.

De werknemer die gebruik wenst te maken van de gelijkstelling inzake de dagen klein verlet levert een attest "samenstelling van het gezin", verstrekt door het gemeente- of stadsbestuur, af aan de werkgever indien deze hierom verzoekt.

### **Artikel 7 - Syndicale premie**

§ 1 - De werkgever stort jaarlijks voor 1 juli een bijdrage aan het 'Intersyndicaal Fonds van de Opvoedings- en Huisvestingsinstellingen' met het oog op de uitbetaling van de syndicale premie.

§ 2 - Het bedrag van de jaarlijkse bijdrage bedraagt 20,00 euro per werknemer die tewerkgesteld is in het kader van de Besluiten van de Vlaamse regering vermeld in artikel 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§ 3 - Dit bedrag wordt jaarlijks, met ingang van 1 juli 2004, geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de maand juli van het betrokken kalenderjaar ten opzichte van het indexcijfer van de maand juli 2003.

### **Artikel 8 - Aanmoedigingspremies**

De ondertekenende partijen van deze collectieve arbeidsovereenkomst verklaren dat de werknemers van de sector, ressorterend onder het toepassingsgebied van het paritair subcomité 319.01, overeenkomstig het Besluit van de Vlaamse regering van 14/12/2001 houdende de hervorming van het stelsel van Vlaamse aanmoedigingspremies in de privé-sector, gebruik kunnen maken van overheidsstelsels van Vlaamse en federale aanmoedigingspremies voor: zorgkrediet, opleidingskrediet, ondernemingen in moeilijkheden of in herstructurering, of andere in dit verband door de overheid ingestelde maatregelen, zodat de werknemers toegang krijgen tot de door de bevoegde overheid vastgestelde premies, aan de daarvoor opgelegde voorwaarden.

### **Artikel 9**

De onder § 1 tot en met § 9 van dit artikel vermelde collectieve arbeidsovereenkomsten, afgesloten in het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten en/of het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap zijn niet van toepassing.

- § 1 - De collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 2001 inzake vorming op het niveau van de voorzienigen, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit van 30 september 2002 (B.S. 07/11/2002)
- § 2 - De collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 2001 inzake managementondersteuning en omkadering, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit van 17 januari 2003 (B.S. 02/04/2003)
- § 3 - De collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 2001 inzake de toekenning van conventionele verlofdagen
- § 4 - De collectieve arbeidsovereenkomsten van 18 juni 2001 en 28 mei 2002 betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 58 jaar
- § 5 - De collectieve arbeidsovereenkomsten van 18 juni 2001 en 28 mei 2002 betreffende het haiftijds conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 56 jaar
- § 6 - De collectieve arbeidsovereenkomst van 27 januari 2003 betreffende het voltijds conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 56 jaar
- § 7 - De collectieve arbeidsovereenkomst van 17 december 2001 betreffende de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon vanaf de leeftijd van 45 jaar in het kader van de eindloopbaan
- § 8 - De collectieve arbeidsovereenkomst van 11 maart 2002 betreffende het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking
- § 9 - De collectieve arbeidsovereenkomst van 28 mei 2002 inzake het recht op zorgkrediet, het recht op loopbaankrediet, het recht op vrijwillige vermindering van arbeidsprestaties vanaf de leeftijd van 50 jaar ("landingsbanen"), en andere eindloopbaanregelingen

#### **Artikel 10 - Overgangsbepaling**

Individuele werknemers welke op de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst gunstiger regelingen genieten bij de werkgever waarbij zij op deze datum tewerkgesteld zijn, blijven deze behouden tot op de datum van hun uitdiensttreding of pensioenstelling.

#### **Artikel 11**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 9 december 2003 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Elk der ondertekenende partijen kan ze opzeggen mits een opzeggingstermijn van zes maanden na te leven; deze opzegging wordt bij een ter post aangetekende brief aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse gemeenschap en aan elk der ondertekenende partijen betekend. De termijn van zes maanden begint te lopen de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop het aangetekend schrijven aan de Voorzitter is toegestuurd.